



HAL
open science

Le rapport à la politique des Français

Daniel Boy, Bruno Cautrès, Jean Chiche

► **To cite this version:**

Daniel Boy, Bruno Cautrès, Jean Chiche. Le rapport à la politique des Français: Rapport réalisé dans le cadre du Baromètre politique français 2006-2007 (vague 1, 20 mars-3 avril 2006). 2006. hal-00972720

HAL Id: hal-00972720

<https://sciencespo.hal.science/hal-00972720>

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur

1^{ère} vague – Printemps 2006

LE RAPPORT A LA POLITIQUE DES FRANÇAIS

Daniel Boy, Bruno Cautrès, Jean Chiche

CEVIPOF

Centre de Recherches Politiques de Sciences Po



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE

Enquête réalisée par :

ifop

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.

Les données seront également déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007.

Citation du Baromètre Politique Français

Pour toute utilisation du Baromètre Politique Français ou de ses résultats, il convient d'utiliser la citation suivante :

- « Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur».

Un acronyme peut-être utilisé :

- « BPF (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur ».

Il convient d'accompagner toute citation d'une note de bas de page indiquant:

- "Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007 réalisées par l'IFOP. Les données seront également déposées et disponibles auprès du Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007".

Pour plus d'informations, contactez : viviane.lehay@sciences-po.fr

Le rapport à la politique des Français

Dans le cadre des enquêtes du Baromètre Politique Français, une attention particulière a été portée au rapport des Français à la politique. Un an avant les échéances électorales de 2007, il est en effet important de comprendre si le rapport des Français à la politique se noue toujours sous le triple sceau de la perte de confiance dans le personnel politique, du doute sur la capacité des institutions qui animent la vie démocratique et d'une non moins forte attente à leur égard. Dans les données du Panel électoral français de 2002, nous avons observé que seulement 17% des électeurs français déclaraient que les hommes politiques se préoccupaient « beaucoup » ou « assez » de ce que pensaient les gens comme eux et que seul un tiers considérait les hommes politiques plutôt honnêtes que corrompus. Nous avons également observé que si le lien partisan et la relation entre proximité pour un parti politique et vote s'étaient affaiblis en France, la capacité des électeurs à désigner un parti comme « le plus proche ou le moins éloigné » s'était renforcée. Nous avons démontré que si les jugements sur le personnel politique et les partis étaient marqués par une perte de confiance et une certaine autonomie électorale des électeurs, les partis politiques et leurs candidats restaient des points de repérage et de balisage du champ politique particulièrement importants pour les électeurs.

Qu'en est-il quatre ans après ? Les électeurs français manifestent-ils toujours un rapport ambigu à la politique ? Trois dimensions du rapport à la politique ont été explorées grâce aux données de la première vague du Baromètre Politique Français :

- La première passe en revue des mesures « d'implication » des électeurs à l'égard du système politique : degré d'intérêt pour la politique, positionnement sur une dimension gauche/droite, confiance dans la gauche ou dans la droite pour gouverner.
- La seconde porte sur les traits spécifiques du clivage gauche/droite : en quoi les électeurs qui se disent proches de la gauche, de la droite ou d'aucune de ces deux familles se caractérisent-ils par des attitudes particulières à propos des enjeux qui alimentent le débat politique (problème le plus important, chômage, délinquance, déclin de la France) ?
- La troisième traite des images des principaux candidats auprès des électeurs.

1 - Les « implications » des citoyens à l'égard du système politique

La notion « d'implication » est apparue depuis quelques années en sociologie politique. Elle regroupe un ensemble plus large que la seule attention pour la politique, souvent mesurée à travers l'indicateur d'intérêt pour la politique. « L'implication » désigne un rapport plus large et plus fort vis-à-vis de la politique mais néanmoins moins fort que la notion « d'engagement », plus active et plus orientée vers les comportements politiques. « L'implication » telle que nous la définissons présente une double caractéristique : D'une part elle mesure un phénomène qui va au-delà du simple intérêt pour la politique et regroupe le positionnement sur l'échelle gauche-droite (quelque soit ce positionnement) et la confiance dans ces deux grandes familles politiques pour gouverner la France ; d'autre part, elle peut être « quantifiée » et donner lieu à une mesure synthétique qui échelonne les électeurs français d'une implication de niveau 0 à une implication de niveau élevée (niveau 3).

1.1 - Mise en perspective

Avant d'interpréter les relations qui unissent l'implication politique à d'autres dimensions, nous procédons à une mise en perspective permettant de situer les données observées en mars-avril 2006 dans le BPF vis-à-vis d'autres enquêtes préalables et vis-à-vis des grands acquis de la sociologie de la politisation.

Le niveau d'intérêt politique varie habituellement selon la proximité de l'échéance électorale et selon l'intensité du débat politique. Dans les données du Baromètre Politique Français,

43 % des répondants déclarent s'intéresser « beaucoup » ou « un peu » à la politique. Comparé à une série de références historiques récentes (voir Tableau 1), ce niveau est proche de la moyenne, à peu près analogue, par exemple, à celui que l'on observait au cours de la campagne présidentielle de 2002 et avant le premier tour de l'élection présidentielle. Si le niveau d'intérêt politique constaté est plus bas que celui observé après le premier tour de l'élection présidentielle de 2002 ou après le référendum du 29 mai 2005, la comparaison ne doit pas induire en erreur : ces deux points de comparaison représentent l'exception plutôt que la règle (moments intenses de politisation). On peut même remarquer que le niveau de politisation que l'on peut déjà observer dans l'électorat est assez soutenu pour une période qui n'est pas encore électorale. La raison est à rechercher sans aucun doute dans le contexte de cette première vague de réalisation du BPF, qui s'est déroulée pendant toute la période des mobilisations politiques liées au CPE. **L'un des enjeux du baromètre va donc être de suivre les évolutions de ce score d'intérêt politique et d'analyser ses éventuelles fluctuations.**

Tableau 1- L'intérêt politique de 1978 à 2006¹

	% de ceux qui manifestent un intérêt politique
1978, 1998 : Post législatives	46
1988 : Post présidentielle	42
1995 : Post présidentielle	49
1997 : Post législatives	48
2002 : Pré présidentielle	41
2002 : Post présidentielle	54
2004 : Post européennes	46
2005 : Pré référendum	53
2006 : BPF Vague 1	43

L'intérêt politique est un indicateur du rapport des électeurs à la politique à la fois simple et permettant de séparer fortement des segments de l'électorat, de celui des citoyens très politisés à celui de ceux qui ne le sont pas du tout. Les données du BPF permettent de retrouver tout un ensemble de segmentations sociologiques : le niveau d'intérêt politique dépend principalement de facteurs socio-culturels, en particulier le niveau de diplôme, 70% des diplômés de l'enseignement supérieur sont intéressés contre 34% des non diplômés, mais aussi selon le sexe : **53 % des hommes contre 35 % des femmes déclarent s'intéresser à**

¹ Il s'agit ici du cumul des pourcentages de ceux qui déclarent s'intéresser « beaucoup » et « assez » à la politique. Les enquêtes citées pour comparaison avec celles de BPF Vague 1, sont les enquêtes post-électorales réalisées par le CEVIPOF en 1978, 1988, 1995, 1997, 2002 et 2004. Pour 2005, il s'agit d'une enquête réalisée par la Sofres pour le Cevipof et dont le terrain s'est déroulé pendant la campagne du référendum

la politique, un véritable « gender gap » qui confirme les données disponibles sur la question.

Le placement sur une échelle gauche droite observé dans le BPF répartit les électeurs Français en quatre groupes : à gauche (27 %), au centre (15 %) à droite (20 %) et en situation de refus du clivage gauche/droite (37 %). Nous reviendrons par la suite sur ce chiffre particulièrement élevé de refus du classement sur une échelle gauche/droite. Il ne peut être comparé aux données des enquêtes électorales précédentes du CEVIPOF qui, jusqu'à présent, mesuraient le classement sur une telle échelle en ne proposant pas aux répondants de manière explicite cette possibilité de réponse. **Les données du BPF enrichissent considérablement notre compréhension du rapport des électeurs français au clivage gauche/droite** puisque, lorsqu'on leur en donne la possibilité, plus d'un tiers d'entre eux rejette ce clivage, tout au moins refuse de se définir dans l'un des deux blocs de la gauche et de la droite. On peut avancer qu'une partie des électeurs qui refusent ainsi de s'identifier aux deux grandes familles politiques se retrouve « hors du jeu » politique tandis qu'une autre partie, plus intégrée, manifeste par sa réponse une attitude de défiance ou de rejet vis-à-vis du « jeu entre la gauche et la droite ».

Tableau 2 - Auto positionnement des électeurs français sur une échelle gauche/droite

	% d'auto placement
Très à gauche	3
A gauche	24
Au centre	15
A droite	17
Très à droite	3
Ni à gauche, ni à droite	37
Nsp	1
Total	100

Le degré de confiance dans la gauche ou la droite pour gouverner le pays est particulièrement révélateur de cette crise de confiance dans la classe politique. La même question posée au lendemain du premier tour des élections législatives de 1997 indiquait un degré de méfiance bien moindre : **45 % des français interrogés à cette date déclaraient n'avoir confiance ni dans la droite ni dans la gauche contre 69 % aujourd'hui. Ici aussi, l'un des enjeux du baromètre va être de suivre l'évolution de ce score de défiance vis-à-vis de la gauche et de la droite dans leur capacité à gouverner le pays.**

Tableau 3 – Confiance dans la gauche et dans la droite pour gouverner le pays²

J'ai confiance dans la gauche pour gouverner le pays	15
J'ai confiance dans la droite pour gouverner le pays	15
Je n'ai confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays	69
Nsp	1
Total	100

² Il s'agit de la confiance dans la gauche et la droite pour gouverner le pays « dans les mois qui arrivent ».

Les trois indicateurs que nous avons présentés ci-dessus représentent différentes facettes d'une même dimension dans le rapport des Français à la politique : ils se complètent et sont liés les uns aux autres. Il est donc possible de les combiner ensemble dans une même échelle « d'implication politique » selon la définition que nous en avons donné.

Pour synthétiser la notion « d'implication politique » et en apprécier les effets, un indice, rassemblant nos trois composantes a été construit en sélectionnant et sommant pour chaque individu les réponses qui correspondent à une implication c'est à dire :

Tableau 4 – Les trois composantes de l'échelle d'implication politique

Intérêt politique :	Beaucoup ou un peu
Positionnement politique :	Gauche, Centre ou Droite
Confiance :	Dans la Gauche ou la Droite pour gouverner le pays

Une personne déclarant à la fois un intérêt politique élevé, un positionnement à gauche, au centre ou à droite et une confiance dans la gauche ou dans la droite obtient la note 3. A l'inverse une personne ne donnant aucune de ces réponses obtient la note 0, les notes intermédiaires permettant de graduer le degré d'implication.

Par construction, le niveau d'implication n'est donc pas lié à une orientation à gauche ou à droite : il classe les individus selon leur propension plus ou moins forte à se situer dans l'espace politique, à faire confiance à l'un de deux camps et à s'intéresser à la politique. La répartition globale dans l'échantillon du degré d'implication est la suivante (Tableau 5) :

Tableau 5 : L'électorat Français selon son degré d'implication politique

Non impliqués (0)	26
Peu impliqués (1)	29
Assez impliqués (2)	28
Très impliqués (3)	17
Total	100

La distribution des 5650 répondants du BPF est équilibrée entre les groupes « impliqués » et « faiblement » ou « non » impliqués : 55% pour les premiers, 45% pour les seconds. Cette distribution montre que le rapport des Français à la politique, lorsqu'on le mesure par une échelle d'intensité dans « l'implication », est relativement équilibré. Cette échelle neutralise dans une certaine mesure l'effet d'une question qui « cible » de manière très évidente le degré de confiance dans la gauche et dans la droite et peut contribuer à augmenter, comme par un « effet de loupe », la défiance des électeurs français à l'égard des grandes familles politiques (la gauche et la droite), identifiées avec l'exercice du pouvoir.

1.2 - Facteurs socio démographiques et culturels de l'implication.

Le degré « d'implication » est essentiellement déterminé par les caractéristiques socio démographiques de nos répondants, à l'image de ce que nous constatons pour les composantes de l'échelle « d'implication » : on compte 41 % de personnes « très impliquées » parmi les chefs d'entreprises, 41 % aussi parmi les enseignants, 34 % chez les diplômés du supérieur contre 6 % parmi les employés et 11 % chez les ouvriers. « Implication » politique et positions favorisées dans les hiérarchies du statut socio-

économique sont en fait liées par les mécanismes sociaux d'acquisition des compétences et connaissances politiques.

Les jeunes sont, dans leur ensemble, un peu moins impliqués que leurs aînés : on compte par exemple 30 % de « non impliqués » dans la classe d'âge des 18-24 ans. Mais les différences sont beaucoup plus sensibles si l'on tient compte simultanément de l'âge et du niveau de diplôme : **parmi les 18-24 ans ayant un niveau d'études inférieur au baccalauréat, 37% sont politiquement « non impliqués »** contre 3 % parmi les plus de 50 ans diplômés de l'enseignement supérieur. Les effets de l'âge et du niveau de diplôme s'additionnent ici et l'on voit bien que l'implication dans la politique suit une logique d'intégration sociale et politique. D'autres analyses, plus détaillées, permettraient de vérifier si ces deux effets existent dans tous les milieux sociaux ou sont d'autant plus forts que l'on se situe dans les groupes les plus favorisés.

1.3 - Conséquences de l'implication sur les comportements et les attitudes politiques

1.3.1 Le vote

Le degré « d'implication » est en relation directe avec les comportements électoraux puisque 62 % des « très impliqués » déclarent voter « à toutes les élections » (contre 37 % pour les « non impliqués »). Cette observation confirme le lien établi par les travaux de sociologie politique entre participation politique et politisation. **Mais le questionnaire du BPF permet d'aller au-delà de ces analyses traditionnelles du lien entre « implication » politique et participation électorale.**

1.3.2 La manifestation

Le degré « d'implication » telle que nous le mesurons, influence en effet de manière décisive une autre forme, moins conventionnelle, de la participation politique et permet de mieux en comprendre les ressorts : la manifestation de rue pour défendre ses idées. La propension à manifester mérite une attention toute particulière compte-tenu du contexte dans lequel la première vague du BPF s'est déroulée. L'administration du questionnaire s'est en effet déroulée en pleine crise du CPE. Chaque semaine a été rythmée par des manifestations de grande ampleur. Une question a été posée qui demandait aux interviewés s'ils seraient « prêts à participer à une manifestation en ce moment ». Nous proposons, dans les lignes qui suivent, d'analyser de manière détaillée les réponses à cette question dans la perspective du lien qu'elles ont avec « l'implication » politique.

Les réponses observées à cette question sont très clivées: 50% des personnes interrogées sont prêtes à participer, 50% ne le sont pas. Les grandes régions où l'on est enclin à manifester sont l'Ile de France avec 55% , le Grand Sud Ouest à 53% (le Poitou Charente recense 59%

de manifestants potentiels, l'Aquitaine 55%), et le Grand Sud Est avec 52% (avec notamment le Languedoc Roussillon à 56%). On rencontre moins de manifestants « potentiels » dans le Grand Est avec seulement 40% de personnes se déclarant prêtes à manifester (Champagne Ardennes 36%, Alsace 41% et Lorraine 46%). Notons qu la taille d'agglomération n'est pas une variable déterminante, quelque soit la taille de la commune le taux de manifestants potentiels varie très peu.

Le profil socio démographique des répondants qui se déclarent prêts à manifester peut être décrit comme suit : un homme (57% contre 47% seulement des femmes), jeune – les moins de 40 ans sont à 59% prêts à manifester contre 44% pour les plus de 40 ans -, étudiant (70%),

enseignant (67%), cadre supérieur ou exerçant une profession libérale (55%) ou encore profession intermédiaire (54%). Des analyses détaillées montrent que c'est avant tout le niveau de diplôme, comme indicateur culturel, qui segmente l'électorat français dans son potentiel « protestataire » : plus les électeurs ont un diplôme élevé plus ils sont prêts à manifester. Ce résultat est stable depuis 1995, où une question posée après l'élection présidentielle et avant les mouvements sociaux de décembre de la même année donnait déjà les mêmes résultats.

De quelle manière ce potentiel « protestataire » est-il lié à nos indicateurs de politisation et « d'implication » ? 65 % des répondants classés comme « très impliqués » se déclarent prêts à manifester, contre 38 % parmi les « non impliqués ». Par ailleurs, les électeurs qui s'auto positionnent à gauche sont plus encore que les autres électeurs « impliqués » prêts à participer à une manifestation. Plusieurs interprétations concurrentes, mais sans doute complémentaires, peuvent ici être proposées. D'une part, il pourrait s'agir d'un simple effet de composition : les électeurs qui se classent à gauche sont plus diplômés et le diplôme influe sur la capacité à faire valoir un point de vue politique et à vouloir l'exprimer publiquement, par la manifestation. D'autre part, il pourrait s'agir d'un effet de contexte : l'électorat de gauche, dans la période de réalisation du BPF, a sans aucun doute été plus prompt à faire valoir une volonté de manifester. Enfin, historiquement la culture politique de la gauche a toujours privilégié l'expression du « moment manifestant ».

Tableau 6 – La propension à manifester selon l'auto positionnement sur l'échelle gauche-droite.

	% « prêt à manifester »
Très à gauche	88
A gauche	69
Au centre	41
A droite	37
Très à droite	41
Ni à gauche, ni à droite	44
Total	50

Les données du BPF permettent un dernier éclairage sur la question de la propension à manifester. En croisant simultanément niveau de diplôme et attitudes politiques « universalistes »³, on aperçoit bien que ces valeurs politiques sont très étroitement associées à la propension à manifester mais qu'elles n'annulent jamais les effets du diplôme.

³ On entend par ce terme une série d'attitudes telle que la tolérance, l'acceptation des différences ethniques, le refus de l'autorité, par exemple. A partir d'une batterie de questions interrogeant les Français sur quelques valeurs fondamentales de ce type, nous avons construit une échelle d'attitudes (selon une méthode statistique adaptée et testant que les items sélectionnés font bien sens ensemble) en utilisant les questions suivantes :

.On ne se sent en sécurité nulle part

.Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment

.Il faudrait rétablir la peine de mort

.Il y a trop d'immigrés en France

.L'Etat français devrait aider financièrement à la construction de mosquées.

.Tous les étrangers résidant en France depuis plusieurs années devraient avoir le droit de vote aux élections municipales.

Ces différents items de réponse ont été recodés de manière à agréger ensemble les opinions de même nature (par exemple ne pas être d'accord du tout avec le droit de vote des étrangers résidents et être tout à fait d'accord avec l'opinion selon laquelle il y a trop d'immigrés en France).

Tableau 7 - La propension à manifester selon le diplôme et une échelle « d'universalisme »⁴

	Niveau de diplôme	
	< ou = Bac	> Bac
Universalisme faible	40	41
Universalisme assez faible	43	52
Univers assez fort	50	53
Universalisme fort	66	74
	48	61

1.3.3 L'information

Le degré d'implication est lié à des pratiques d'information différentes : plus le degré d'implication est élevé, moins on fait confiance à la télévision en matière politique et plus on se fie à la presse écrite. La presse télévisée est le media d'élection des citoyens peu ou pas impliqués alors que la radio et surtout la presse écrite nationale sont des médias davantage utilisés par les citoyens impliqués. Il faut noter qu'Internet reste un media encore relativement peu utilisé pour s'informer en matière politique (4% seulement des personnes interrogées lui font confiance pour s'informer en matière politique contre 43% à la télévision, 20% à la presse écrite nationale, 17% à la radio et 12% à la presse écrite régionale) et qu'il n'est pas sensible au degré d'implication politique des électeurs.

Tableau 8 - La confiance dans les médias selon l'implication politique⁵

	Télévision	Radio	Internet	Presse écrite nationale	Presse écrite régionale	Presse gratuite	Autres, SR	Total
Non impliqué	55	14	4	10	12	2	4	100
Peu impliqué	46	16	5	16	12	1	3	100
Assez impliqué	36	19	4	26	12	1	2	100
Très impliqué	32	19	4	31	11	0	1	100
Ensemble	43	17	4	20	12	1	3	100

1.3.4 - Le vote au référendum de mai 2005

Se sentir « impliqué » par la politique, c'est aussi soutenir plus fréquemment un ensemble de valeurs qui ne relèvent pas de la dimension gauche/droite mais qui témoignent d'une attitude que l'on a désignée dans les années récentes « d'ouverture au monde ». Ainsi **le vote « Oui » lors du référendum du 29 mai 2005 n'est-il que de 20 % chez les « non impliqués »⁶**

⁴

⁵La confiance dans les médias est mesurée par la question : « Pour vous informer en matière politique, à quel média faites-vous le plus confiance ? »

⁶ Une fraction importante de ce groupe déclare s'être abstenu ou avoir voté blanc ou nul.

contre 50 % parmi les « très impliqués » De même, les électeurs les plus « impliqués » sont beaucoup plus enclins à soutenir les valeurs dites « universalistes » au sens défini plus haut.

1.3.5 - L'ouverture au monde

C'est à la même dimension d'attitude qu'il faut attribuer le fait que les électeurs « impliqués » sont plus enclins à penser que la « France doit aujourd'hui s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui », comme l'indiquent les résultats des trois questions du tableau suivant.

Tableau 9 : Trois opinions sur l'ouverture au monde, la mondialisation, et l'Europe, selon le degré d'implication :

1) Estimez-vous que la France doit...

	S'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui	Se protéger davantage du monde d'aujourd'hui	Ni l'un, ni l'autre	SR	
Non impliqué	34	36	29	0	100
Peu impliqué	39	37	25	0	100
Assez impliqué	48	27	25	0	100
Très impliqué	59	20	21	0	100
	43	31	26	0	100

2) Pour un pays comme la France, la mondialisation est-elle plutôt...

	Une chance	Un danger	Ni l'un, ni l'autre	SR	
Non impliqué	16	54	30	0	100
Peu impliqué	20	49	31	0	100
Assez impliqué	29	42	29	0	100
Très impliqué	36	34	29	0	100
	24	46	30	0	100

3) La France vous paraît-elle tirer profit ou souffrir des évolutions suivantes du monde d'aujourd'hui ... la construction européenne :

	En tire profit	En souffre	Ni l'un, ni l'autre	SR	
Non impliqué	16	43	41	0	100
Peu impliqué	26	44	30	0	100
Assez impliqué	29	41	30	0	100
Très impliqué	41	33	26	0	100
	27	41	32	0	100

1.3.6 Les proximités politiques

Pour terminer la description de ce rapport « d'implication » au politique, nous l'avons mis en relation avec les proximités politiques déclarées⁷. Il apparaît que les électeurs les plus impliqués se situent à la fois à l'extrême gauche (LCR et PC, 78 % et 68 %) et au sein de la majorité actuelle (UMP 65 %). A l'inverse les électeurs proches des formations écologistes, de l'extrême droite, de Lutte Ouvrière⁸ et de Chasse, Pêche, Nature et Traditions sont les moins « impliqués » au sens de notre indicateur.

Tableau 10 : Degré d'implication selon la proximité partisane (classé selon le degré de proximité décroissant)

	Peu ou pas impliqués	Très ou assez Impliqués
LCR	22	78
PC	32	68
UMP	35	65
Parti socialiste	41	59
UDF	44	56
RG	54	46
MPF	57	43
FN / MRC	73	27
MRC	73	27
Les Verts	75	25
LO	76	24
Autres Ecologistes	84	16
CPNT	88	12
SR	89	11
Aucun	94	6
Ensemble	55	45

2- Les enjeux de l'élection selon le positionnement politique

Le choix par les électeurs du « problème le plus important pour la France », fait apparaître une hiérarchie plaçant au premier rang, de très loin, le problème du chômage (56 %), puis en second lieu les problèmes sociaux (hausse des prix, inégalités, éducation), suivis des « déficits publics » (17 %), des impôts (15 %) et enfin de « la sécurité des biens et des personnes » (14 %) et de « l'immigration » (12 %) . Cette hiérarchie des problèmes perçus comme important montre que ce sont les questions de l'emploi et du social qui arrivent en tête. Les questions de sécurité et d'immigration n'occupent pas, pour le moment, les premières places dans l'ordre de préoccupations des électeurs Français.

⁷ C'est à dire les réponses à la question : Voici une liste de partis ou de mouvements politiques. Pouvez vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

⁸ Le résultat relatif à L.O., et la différence constatée sur ce point entre proximité partisane LO et LCR, doit être considéré avec prudence dans la mesure où nous n'avons pas de point de comparaison, les enquêtes électorales du CEVIPOF regroupant d'habitude ces deux formations politiques lorsque la question est posée.

Quelle que soit leur position sur une échelle gauche droite, la priorité de l'emploi est donc affirmée. Mais le choix prioritaire des autres enjeux diffère selon les sensibilités politiques :

- A gauche, les « inégalités » et la « hausse des prix » viennent en seconde priorité
- A droite, au contraire, les « déficits publics » et la « sécurité des biens et des personnes » sont des enjeux cruciaux
- Enfin ceux qui ne se classent « ni à droite, ni à gauche » ont un profil de choix très proche de la moyenne des électeurs avec cependant **une priorité affirmée pour le problème de la hausse des prix (30 %).**

Tableau 11- Problème le plus important pour la France (cumul du 1° et 2°choix) selon l'auto positionnement sur une échelle gauche-droite.

	Très à gauche	A gauche	Au centre	A droite	Très à droite	Ni à gauche, ni à droite	Ensemble
Emploi	57	64	54	52	40	55	56
Hausse des prix	23	20	19	16	17	30	23
Inégalités	46	32	17	12	7	18	21
Education et la recherche	16	23	17	17	9	14	17
Déficits publics et la dette de l'Etat	8	10	23	26	23	14	17
Impôts et taxes	7	10	14	15	18	19	15
Sécurité des biens et personnes	2	8	17	20	27	13	14
Immigration	7	7	9	19	40	11	12
Logement	11	9	10	6	2	10	9
Environnement	20	11	10	6	9	8	9
Banlieues	4	6	9	9	7	7	7

Ces mêmes priorités varient selon la proximité des répondants aux personnalités politiques. **Mais là encore, l'enjeu du chômage domine, quelles que soient les proximités** (Tableau 12). Au-delà de ce trait commun :

- la proximité avec des personnalités de gauche (Olivier Besancenot, Ségolène Royal, Dominique Voynet) s'accompagne de préoccupations plus marquées pour les enjeux des inégalités et de la hausse des prix.
- le choix de l'environnement demeure une spécificité des électeurs proches de Dominique Voynet
- les répondants se déclarant proches de Philippe De Villiers sont les plus sensibles aux enjeux sécuritaires
- **la proximité avec Jean-Marie Le Pen se caractérise à la fois par une sensibilité au thème de la hausse des prix et par une attention marquée au thème de l'immigration.**

Tableau 12 - Problème le plus important pour la France (cumul du 1° et 2°choix) selon la personnalité dont on se sent le plus proche.

	Besancenot	Royal	Voynet	Sarkozy	Bayrou	De Villiers	Le Pen	Ensemble
Emploi	59	65	57	52	51	40	50	56
Hausse des prix	23	25	5	21	22	15	34	23
Inégalités	33	24	31	13	20	10	7	21
Education et la recherche	16	21	30	14	21	16	8	17
Déficits publics et la dette de l'Etat	6	13	7	22	36	14	14	17
Impôts et taxes	13	12	8	19	9	15	19	15
Sécurité des biens et personnes	8	10	2	18	12	32	17	14
Immigration	10	5	2	17	4	32	34	12
Logement	10	10	16	8	9	6	7	9
Environnement	15	9	39	6	11	4	5	9
Banlieues	5	5	3	9	6	15	5	7

Deux questions permettent de cerner plus précisément la prégnance des enjeux du chômage et de la sécurité. La première mesure l'évolution perçue du chômage dans les derniers mois. **Les résultats montrent que l'opinion est dans l'ensemble assez partagée** : une forte minorité (47 %) perçoit « une augmentation » mais 29 % des répondants estiment le chômage stable et 27 % « en diminution »⁹.

Ces perceptions sont assez étroitement liées à l'auto positionnement sur l'échelle gauche-droite (tableau 13), l'idée d'une « diminution » n'apparaissant que pour les électeurs du centre ou de la droite (42 %).

⁹ Le plus souvent "un peu" (22 %) très rarement "beaucoup" (1 %)

Tableau 13 - Selon vous, est-ce que ces derniers mois le chômage en France...

	a beaucoup ou un peu augmenté	est resté stable	a beaucoup ou un peu diminué	sans réponse	Total
très à gauche	70	25	4	1	100
à gauche	53	31	16	0	100
au centre	39	35	26	1	100
à droite	28	29	42	1	100
très à droite	44	38	18	0	100
ni à gauche, ni à droite	54	26	20	1	100
sans réponse	67	26	7	0	100
Ensemble	47	29	23	0	100

Le même type de précision est apporté par la question portant spécifiquement sur l'enjeu de la délinquance (Tableau 10). Ici, on note tout d'abord que **pour près de deux tiers de l'échantillon la délinquance dans le voisinage est restée stable**. Cette opinion domine largement, quelles que soient les positions sur la dimension gauche droite, même pour les électeurs se situant "très à droite" (50 %) dont 43 % perçoivent cependant une augmentation de la délinquance dans leur voisinage.

Tableau 14 - Là où vous habitez, avez-vous le sentiment que ces derniers mois la délinquance...

	a beaucoup ou un peu augmenté	est resté stable	a beaucoup ou un peu diminué	sans réponse	Total
très à gauche	16	72	11		100
à gauche	21	70	8	1	100
au centre	26	63	10	0	100
à droite	28	58	13	1	100
très à droite	43	50	6	1	100
ni à gauche, ni à droite	28	61	10	0	100
sans réponse	36	52	10	2	100
Ensemble	26	63	10	1	100

Les tableaux 12, 13 et 14 montrent donc que l'électorat Français est, au moment de la réalisation de la première vague du BPF, principalement préoccupé par les questions de l'emploi et du social. La politisation sur ces questions semble déjà bien structurée dans la mesure où c'est l'électorat qui se situe à gauche qui déclare plus que les autres que le chômage a augmenté au cours des derniers mois tandis que l'électorat qui se situe à droite choisit majoritairement une interprétation inverse. La question de la délinquance offre, pour le moment, une image moins structurée politiquement : les différences de pourcentages en fonction des familles politiques sont ici moins fortes, à l'exception de ceux qui se situent « très à droite ». Les vagues ultérieures du BPF vont permettre d'apprécier si la politisation qui s'exprime déjà sur les questions de l'emploi et du social va se développer également sur les questions de délinquance et de sécurité.

3- Les images des personnalités politiques

L'image des personnalités politiques est habituellement mesurée dans les enquêtes d'opinion par des items relatifs à leurs qualités politiques ou à leur personnalité. Le questionnaire du Baromètre Politique Français s'inscrit dans cette tradition tout en la renouvelant. Il est en effet apparu que l'image attachée aux personnalités politiques, occupant une place de choix en vue des échéances électorales de 2007, devait être saisie dans deux dimensions : les qualités personnelles et les qualités présidentielles qui s'attachent à elles. Sur le premier aspect, celui des qualités personnelles, le BPF introduit dans les enquêtes électorales françaises, et pour la première fois, des items régulièrement utilisés aux Etats-Unis et qui mesurent l'image qui s'attache aux personnalités politiques en termes « d'affects ». Au total, les images que nos données permettent de saisir ont été construites à partir d'une série de qualificatifs dont on demande à la personne interrogée s'ils s'appliquent bien ou non à la personnalité évoquée. Huit qualificatifs ¹⁰ ont été proposés aux répondants :

Il/elle est sympathique

Il/elle vous inquiète

Il/elle vous met en colère

Il/elle a l'étoffe d'un président de la République

Il/elle est honnête

Il/elle veut vraiment changer les choses

Il/elle comprend les problèmes des gens comme vous

Il/elle tient ses engagements

A partir de cette série de qualificatifs se dégagent deux personnalités qui ont des images plus fortes et plus construites que toutes les autres : Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. Le BPF enregistre les opinions de l'électorat sur leurs personnalités politiques préférées en vue des échéances électorales de 2007, telles qu'elles apparaissent de manière récurrente dans les enquêtes d'opinion depuis plusieurs mois. Ces deux personnalités sont, pour les électeurs interrogés par le BPF, celles qui ont la meilleure image. L'originalité des données du BPF est de ne pas mesurer les intentions de vote pour les personnalités politiques : à près d'un an des échéances et en ne disposant pas de la liste définitive des candidats, l'intention de vote mesure en fait une proximité pour un candidat ou une image de celui-ci. C'est la raison pour laquelle il nous est apparu, à ce stade du BPF et pour cette vague, plus intéressant et novateur d'analyser en profondeur les images associées aux personnalités politiques. Les vagues ultérieures du BPF permettront de savoir ce que devient le capital (ou le déficit) d'image attaché aux uns et aux autres.

L'originalité du BPF est de permettre de construire, pour chaque personnalité politique, sa position dans un espace de huit qualificatifs (réduit à quatre seulement pour certaines personnalités). Pour simplifier la présentation des résultats, on les présentera ici sans forme de graphiques (graphiques « en radars ») en comparant :

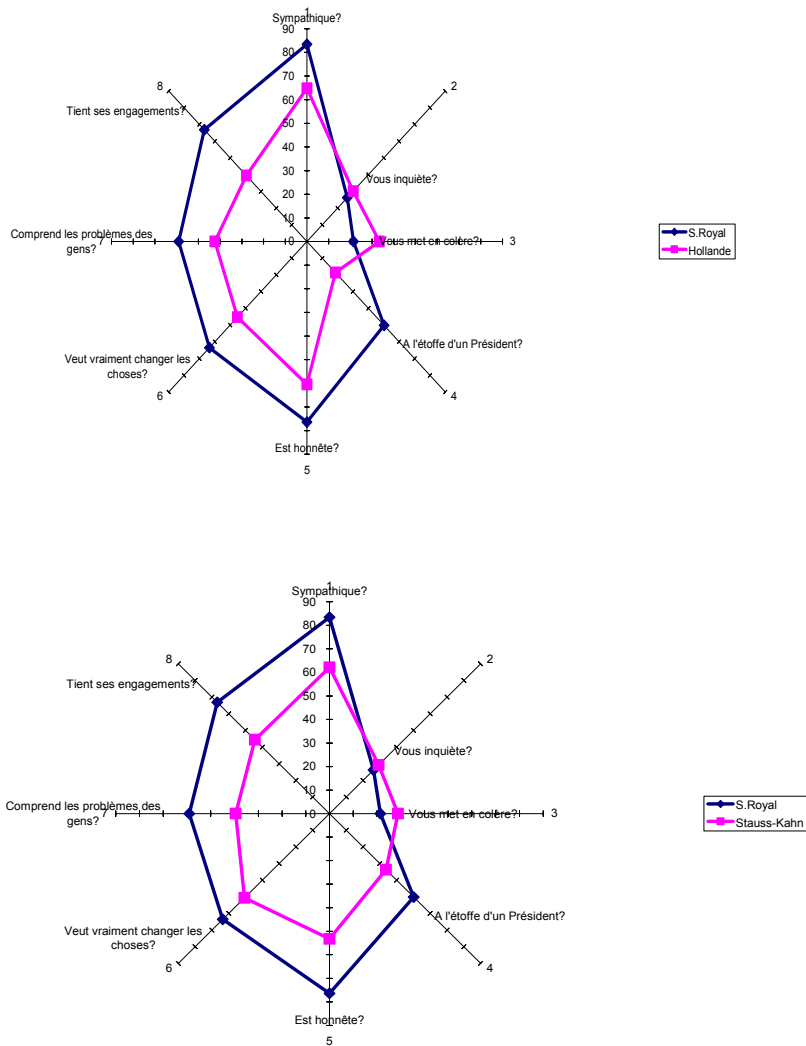
- des personnalités concurrentes au sein de la gauche
- puis des personnalités concurrentes au sein de la droite et de la droite extrême
- **et en dernier lieu les images comparées de Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy.**

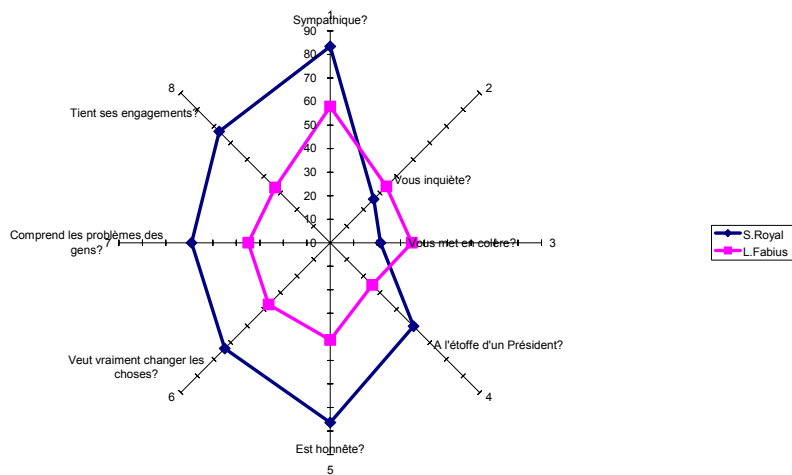
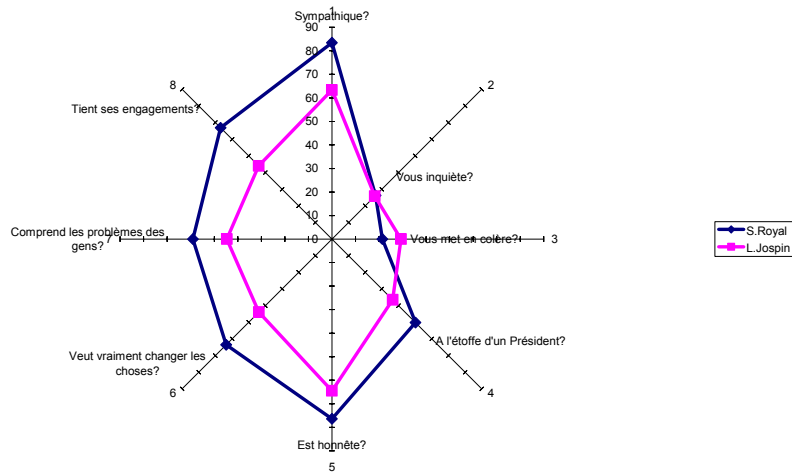
¹⁰ Pour alléger le questionnaire la liste des qualificatifs a été réduite à quatre (« sympathique », « vous inquiète », « vous met en colère », « comprend les problèmes des gens ») pour une partie des personnalités.

3.1 Concurrences à gauche

Quatre personnalités issues du Parti socialiste ont été comparées à Ségolène Royal, personnalité politique qui « domine » en termes d'image le camp de la gauche : François Hollande, Dominique Stauss-Kahn, Lionel Jospin et Laurent Fabius. Les quatre graphiques comparatifs font tous apparaître une nette supériorité de Ségolène Royal sur pratiquement tous les critères quelle que soit la personnalité de gauche qui lui est opposée. La figure géométrique dessinée par l'espace des huit qualificatifs mesurés est toujours plus large pour Ségolène Royal que pour les autres personnalités socialistes. Ces dernières offrent une image relativement comparable en structure (à l'exception de l'item « il vous met en colère » sur lequel les autres personnalités « débordent » la figure géométrique de Ségolène Royal, notamment pour Laurent Fabius) mais considérablement réduite en superficie. Pour les données de la vague du BPF, Ségolène Royal dispose parmi les personnalités socialistes pour lesquelles les huit qualificatifs ont été posés, d'une meilleure « superficie » sur les deux dimensions –personnelle et présidentielle- que nous mesurons.

Graphique 1 Quatre personnalités de gauche comparées à Ségolène Royal



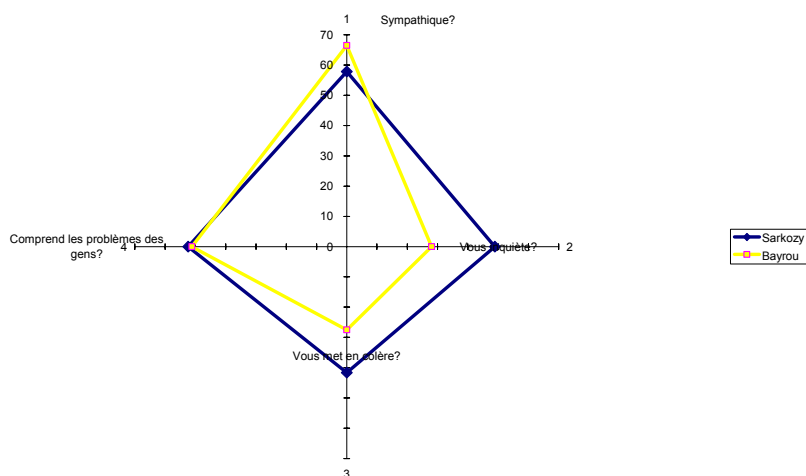
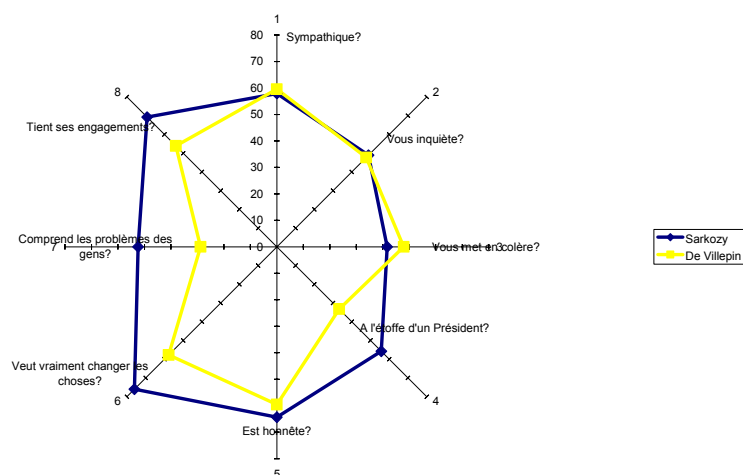


3.2 Concurrence à droite et à l'extrême droite.

Au sein de la majorité, la comparaison de Nicolas Sarkozy avec Dominique De Villepin fait apparaître une nette domination du premier, en particulier sur les qualités de stature présidentielle (« a l'étoffe d'un Président ») et sur la « proximité avec les gens ». La figure géométrique associée à Nicolas Sarkozy est, par rapport à celle de Dominique De Villepin, à la fois plus large sur les qualificatifs politiques (« tient ses engagements », « comprend les problèmes des gens », « veut vraiment changer les choses », « à l'étoffe d'un Président ») et relativement identique sur les qualificatifs liés à la personne (« sympathique », « vous inquiète », « vous met en colère », « est honnête »). La situation de comparaison entre ces deux personnalités n'est pas la même qu'au sein des personnalités socialistes : Nicolas Sarkozy présente, aux yeux des électeurs interrogés par le BPF, un profil plus large sur les qualificatifs politiques, identique sur les qualificatifs plus attachés à la personne : la figure géométrique ainsi construite est au final différente de celle de Dominique De Villepin.

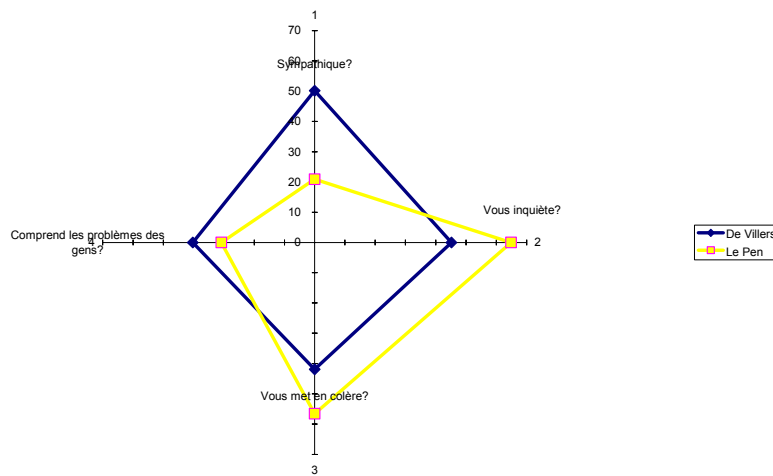
La comparaison avec François Bayrou (mais limitée à quatre qualités essentiellement personnelles) donne au contraire un avantage à ce dernier. Il faut être prudent dans l'interprétation à donner à cette comparaison dans la mesure où, dans la structure de notre questionnaire, seules quatre des huit qualités ont été mesurées à la fois pour Nicolas Sarkozy et pour François Bayrou. Ces quatre qualités ne concernent par ailleurs que les qualités de personne et non les qualités « présidentielles » de ces deux personnalités politiques sur lesquelles le président de l'UDF doit souffrir d'un déficit par rapport au président de l'UMP.

Graphique 2 Une personnalité de droite comparée à N.Sarkozy :



Les images comparées de Jean-Marie Le Pen et Philippe De Villiers (limitées à quatre qualités également) montrent que ce dernier soulève moins d'hostilité dans l'opinion, et suscite plus de sympathie et de proximité. Mais, là aussi, la dimension restreinte des qualités de personnalité analysées doit rendre prudent quant aux conclusions à en tirer.

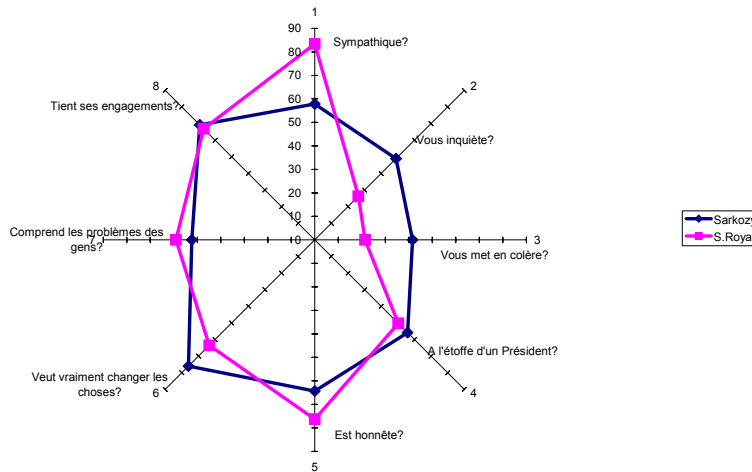
Graphique 3 - Deux personnalités d'extrême droite



3.3 Compétition entre gauche droite : les images comparées de S.Royal et N.Sarkozy

Globalement les images de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy sont extrêmement voisines : Ségolène Royal l'emporte en sympathie et en proximité, Nicolas Sarkozy en stature présidentielle et en volonté de changement. Mais le président de l'UMP « inquiète » et « fait peur » à une plus forte proportion de l'échantillon.

Graphique 4 - Images comparées de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy



Pour cerner plus précisément les images des deux personnalités les plus souvent citées aujourd'hui à gauche et à droite, on a comparé leurs images non plus globalement mais selon que les répondants font confiance « à la gauche », « à la droite » ou « ni à la gauche ni à la droite » pour gouverner le pays.

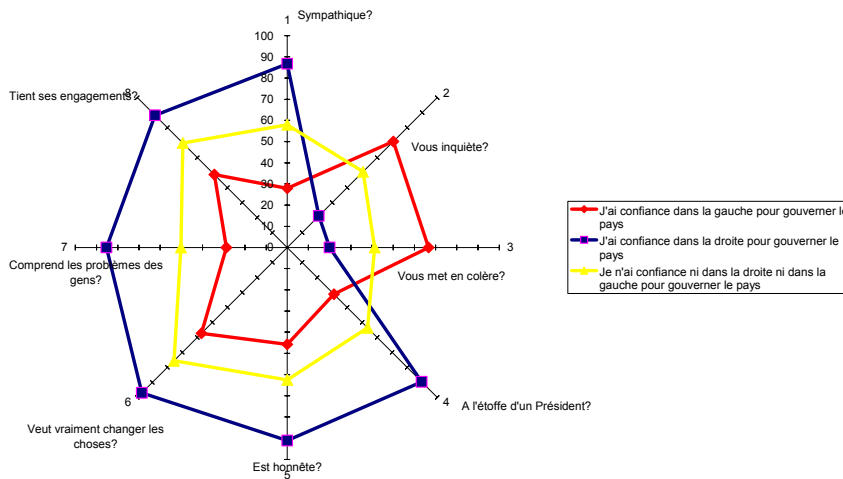
Les résultats montrent évidemment que les répondants qui font confiance à l'un des deux camps ont des images de candidats parfaitement cohérentes avec leurs choix : à gauche on plébiscite Ségolène Royal et on s'inquiète de la candidature de Nicolas Sarkozy, à l'inverse à droite on apprécie les qualités de Nicolas Sarkozy et on conteste celles de Ségolène Royal.

Mais les positions des électeurs qui, dans cette enquête, ne font confiance à aucun des deux camps doivent retenir l'attention : malgré leur défaut de confiance, ces électeurs ont effectivement des images cohérentes des deux personnalités. Les qualités qu'ils attribuent aux deux personnalités en présence se situent, pour l'essentiel, entre les profils des répondants « confiants dans la gauche » et des répondants « confiants dans la droite ».

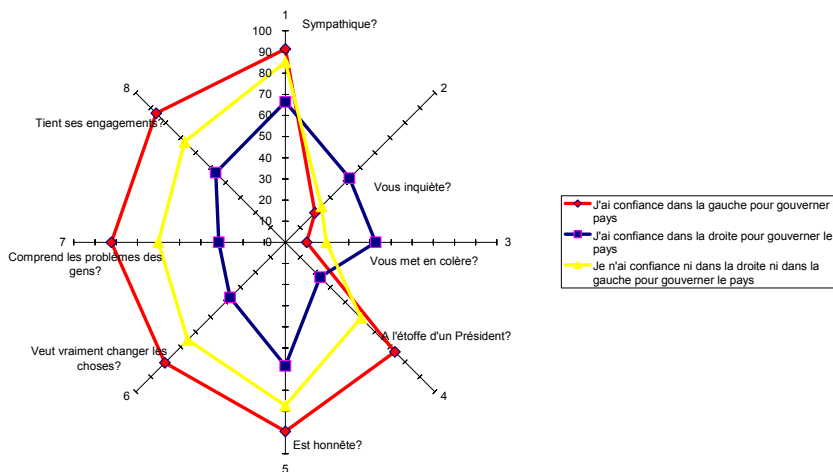
Il y a cependant une exception à cette règle de quasi-symétrie : les répondants en manque de confiance dans les deux camps se situent globalement un peu plus près des électeurs de gauche quand l'image de Ségolène Royal est en question, notamment parce que la Présidente de la région Poitou-Charente suscite parmi eux moins « d'inquiétude » ou de « colère » que ne le fait comparativement Nicolas Sarkozy.

Graphique 5 - Images comparées de Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy parmi les répondants faisant confiance « à la gauche », « à la droite » ou « ni à la gauche ni à la droite » :

Qualités de Nicolas Sarkozy :



Qualités de Ségolène Royal :



CONCLUSION

Organisée un an avant l'élection présidentielle de 2007, la première vague du Baromètre Politique Français se situe très en amont de l'événement singulier que sera celle-ci. Il s'agit d'une innovation importante des enquêtes politiques disponibles jusqu'à présent en France. L'hypothèse qui a fondé ce choix est que les électeurs disposent, hors période de campagne électorale, d'opinions politiques consistantes et organisées sur les sujets qui vont être mis en débat lors de la campagne électorale. Les électeurs disposent de repères politiques à partir desquels ils vont, au fil du déroulement de la campagne et sous l'influence des candidats, de leurs personnalités et de leurs programmes, se forger un jugement. A cet égard, disposer d'un point d'observation plusieurs mois avant que la campagne n'ait commencé est une innovation fondamentale. Seule cette stratégie de recherche permet de ne pas confondre effets de moyen terme et effets de court terme dans la formation des jugements politiques.

Au-delà des doutes et incertitudes que l'électorat continue de marquer vis-à-vis de la politique et de ses acteurs, du très fort taux de réponses désignant une absence de confiance dans la gauche et la droite pour gouverner, les électeurs français disposent malgré tout de points de repères. La politique et le rapport qu'ils entretiennent avec elle n'sont pas, pour eux, un « champ de ruines » ou un « désert » que seul l'électrochoc de la campagne électorale animerait. Les préoccupations des électeurs, les images qu'ils ont des personnalités politiques en lice sont d'ores et déjà consistantes et constituent la toile de fond qu'il est indispensable de prendre en compte pour comprendre leurs attentes et les évolutions de celles-ci. Les prochaines vagues du BPF vont permettre de mesurer la progressive construction du prisme électoral qui décidera du résultat des grandes échéances de 2007.

Daniel Boy, Bruno Cautrès, Jean Chiche